

NOTE

Ceci est un extrait du Rapport mondial sur le déplacement interne (GRID pour ses initiales en anglais) d'IDMC.

CAMEROUN

Une crise croissante mais négligée

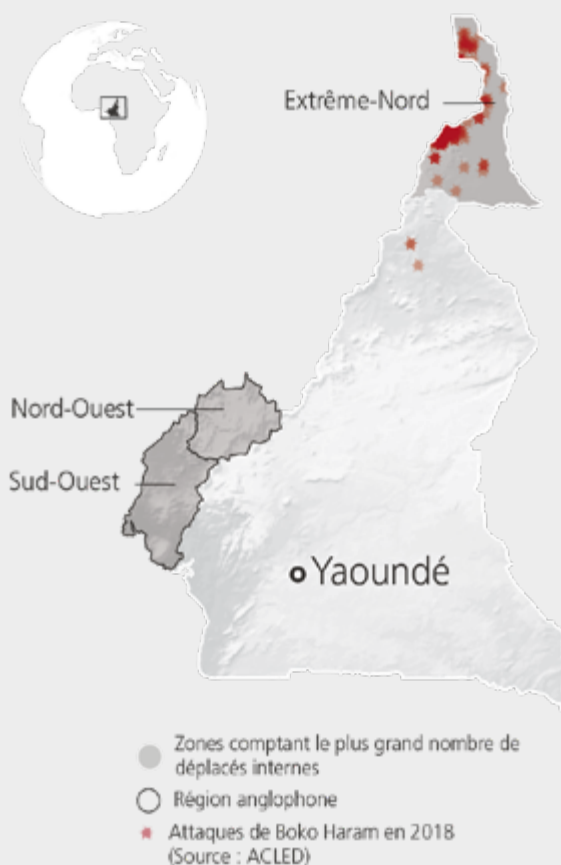
L'insurrection régionale de Boko Haram a continué de provoquer des déplacements de population au Cameroun en 2018, mais les événements dans la région de l'Extrême-Nord ont été éclipsés par un conflit interne qui a éclaté dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui abritent la minorité anglophone du pays. Un mouvement de protestation qui a débuté en 2016 a dégénéré en affrontements entre les séparatistes armés et les forces militaires du pays, provoquant environ 437 000 nouveaux déplacements au cours de l'année. Quelque 30 000 autres personnes se sont enfouies au Nigéria.

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui comptent quatre millions d'habitants, sont depuis longtemps marginalisées et ont connu des violences occasionnelles, alors que le gouvernement réprimait les manifestations. Les dernières violences ont pour origine une grève déclarée par les syndicats d'avocats et d'enseignants face aux efforts du gouvernement pour imposer le français aux deux secteurs. Les forces de sécurité camerounaises ont violemment réprimé les manifestations de soutien à la grève et de nombreux militants anglophones ont été arrêtés, dont 47 au Nigéria.

Cette répression a incité des membres de l'opposition à prendre les armes et des groupes séparatistes armés réclamant l'indépendance de la République d'Ambazonie affrontent l'armée depuis janvier 2018. Le gouvernement a réagi par des opérations anti-insurrectionnelles à part entière. Il a été accusé d'exécutions sommaires, de recours excessif à la force, de torture et de mauvais traitements infligés à des séparatistes présumés et à d'autres détenus, ainsi que d'incendies de maisons et de biens.⁵⁰

Des opérations militaires sont enregistrées dans plus de 100 villages des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest depuis octobre 2017.⁵¹ La plupart, voire l'ensemble, des habitants des villages ciblés ont fui et environ 80 % d'entre eux auraient cherché refuge dans la forêt, où ils n'ont ni abri ni eau ni installations sanitaires.⁵² Le département Meme situé dans la région du Sud-Ouest a été le plus durement touché par la crise, produisant et hébergeant la majorité des personnes déplacées.

L'éducation a été gravement perturbée. De nombreuses écoles ont été fermées dans le cadre des manifestations



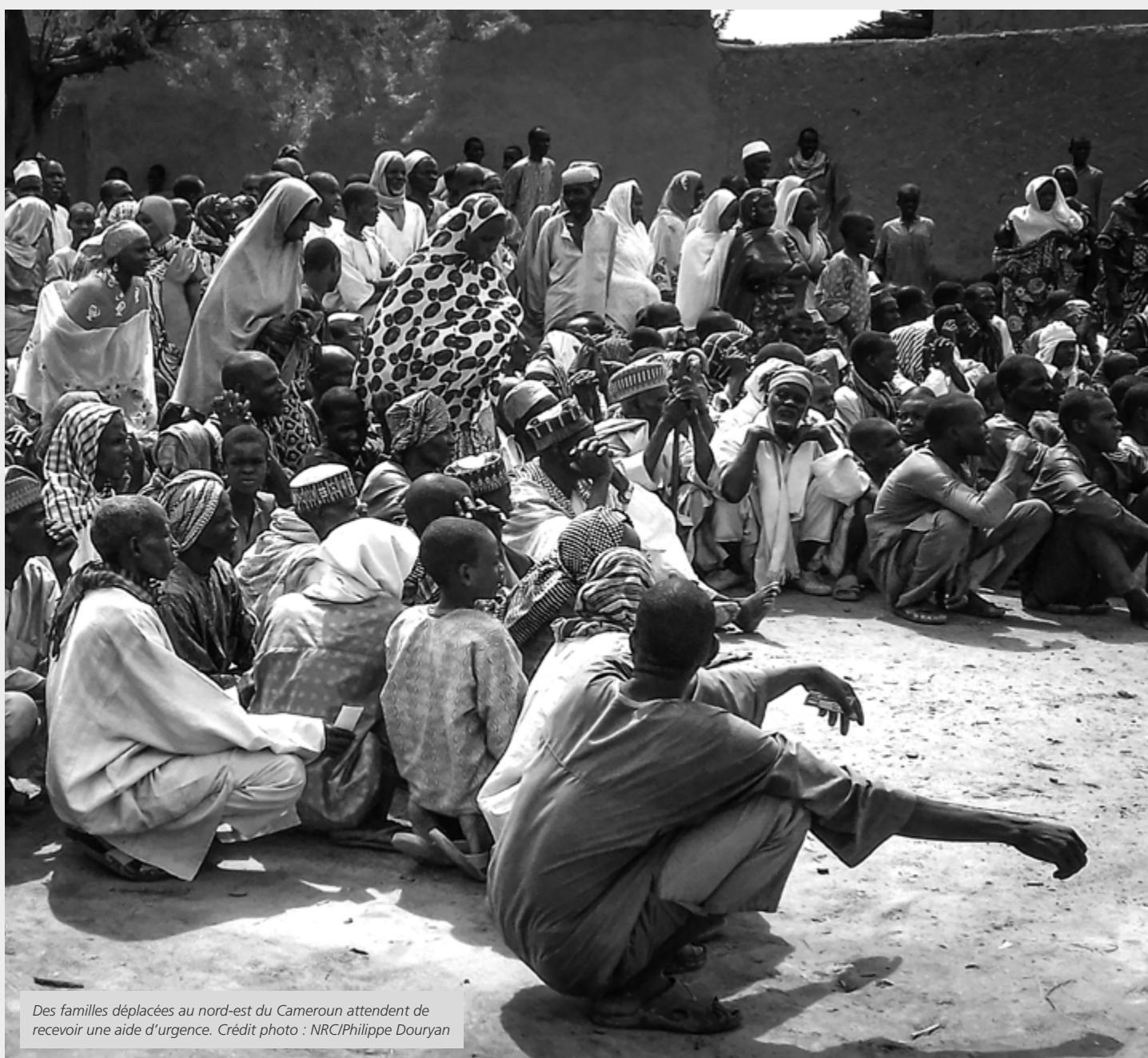
initiales et les groupes armés ont interdit leur réouverture. Ils ont également incendié certaines écoles et en ont menacé d'autres qui ne se conformaient pas à l'interdiction. En conséquence, environ 42 500 enfants ne seraient pas scolarisés et ce chiffre devrait passer à 311 000 en 2019.⁵³

L'insécurité et la violence ont également compromis les moyens de subsistance de la population. La majorité de la population vivant de l'agriculture et du petit commerce, l'incapacité des personnes à accéder à leurs terres et à leurs marchés du fait de leur déplacement a entraîné de graves pénuries alimentaires.⁵⁴

Les besoins humanitaires dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest sont importants, mais la réponse a été limitée. Des cas de nouveaux déplacements ont même été signalés dans les régions de l'Ouest et du littoral, en raison de l'extension du conflit aux régions voisines. Le plan d'intervention humanitaire de l'ONU publié en mai 2018 prévoyait 15,2 millions de dollars pour atteindre 160 000 personnes, mais depuis, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'autres personnes dans le besoin a considérablement augmenté. Très peu d'organisations internationales sont présentes sur le terrain et celles qui le sont ont dû donner la priorité, sur le peu de fonds qu'elles reçoivent, aux besoins essentiels des personnes venant d'être déplacées.⁵⁵ La

réponse a commencé à s'accélérer au second semestre, mais à la fin de l'année, 40 % seulement des fonds demandés avaient été obtenus.⁵⁶

L'éducation est au cœur du nouveau conflit au Cameroun et le gouvernement a continué d'imposer le français dans les écoles anglophones en dépit d'une opposition intense et généralisée. Cela a engendré les tensions qui ont déclenché la violence et les déplacements. Le secteur de l'éducation a été particulièrement touché, mais la réponse a été entravée par un financement limité et des priorités concurrentes.⁵⁷ Une aide humanitaire accrue réduira l'impact sur les personnes touchées, en particulier les enfants, mais une solution politique au conflit est essentielle pour éviter de nouveaux déplacements.



Des familles déplacées au nord-est du Cameroun attendent de recevoir une aide d'urgence. Crédit photo : NRC/Philippe Douryan

| Notes

50. Human Rights Watch, « These killings can be stopped : abuses by government and separatist groups in Cameroon's Anglophone regions », 19 juillet 2018.
51. Journal du Cameroun, « Rights group says over 100 villages burnt in Cameroon's Anglophone regions », 22 août 2018.
52. OCHA, « Emergency Response Plan, Summary, Cameroon North-West and South-West », mai 2018.
53. UNICEF, « Humanitarian Action for Children - Cameroon », 2019, disponible sur [https : www.unicef.org/appeals/cameroon.html](https://www.unicef.org/appeals/cameroon.html).
54. OCHA, « Emergency Response Plan, Summary, Cameroon North-West and South-West », mai 2018.
55. OCHA, « Cameroon : Situation Report N°1, North-West and South-West Crisis », 30 novembre 2018 ; UNICEF, « Humanitarian Action for Children - Cameroon », 2019, disponible sur [https ://www.unicef.org/appeals/cameroon.html](https://www.unicef.org/appeals/cameroon.html).
56. OCHA, « Cameroon : Situation Report N°2, North-West and South-West Crisis, 31 December 2018 », 18 janvier 2019.
57. OCHA, « Emergency Response Plan, Summary, Cameroon North-West and South-West », mai 2018.